

[Text]

the operating officers, to see if their work can be made more productive. And the problem is with the 209 person-year—an awful phrase—drop, by the time you take off the transfer of the Canadian Unity Information Office and the drop in translation, you are left with a cutback in only 77 people out of a departmental strength that presumably by next March will be some 3,200.

The Chairman: Mr. Larose.

Mr. Larose: I would talk for the citizenship side only.

Actually this sector is undergoing a review of all processes, all procedures and structures. The first priority is looking at the granting process which is a highly complicated process. We wish to streamline these in the hope that we are going to save man-years. But this is not an exercise that could be done in one day. It takes time to study the process to see where the problems are, but the study is undergoing. We have made some changes actually at headquarters in order to be able to study the changes necessary in the field and in the programs. This is ongoing and it is a priority of ours at this time. So we hope to save some man-years with that exercise.

The Chairman: Mr. Gauthier.

M. Gauthier: Merci, monsieur le président. J'ai trois questions d'ordre général et je crois que vous pourrez me donner les renseignements que je désire avoir.

Il y a un programme fédéral-provincial qui tombe, je pense, sous l'égide du Secrétariat d'État et qui permet aux provinces de puiser à même les fonds fédéraux pour traduire leurs lois et certains documents officiels. Est-ce bien le Secrétariat d'État qui administre ce programme? Si oui, pourrions-nous avoir une liste . . .

M. Larose: Ce programme n'existe plus . . .

M. Rayner: Pour la prochaine année.

M. Larose: . . . pour la prochaine année.

M. Gauthier: Ce programme n'existe plus à partir de cette année. Alors, pourrions-nous avoir un compte rendu du programme à partir de l'année où il a été implanté jusqu'aujourd'hui, afin de savoir quelles sont les provinces qui ont bénéficié de ce programme et qui ont utilisé . . .

M. Larose: Oui, nous pourrions vous fournir cela.

M. Gauthier: La décision d'abolir ce programme a été prise dans le cadre des contraintes budgétaires?

M. Larose: Oui. C'est le Conseil du Trésor qui a aboli le programme.

M. Gauthier: C'est intéressant, cela!

Un autre programme existe, qui s'appelle, je pense, l'Aide à l'édition, à la publication et à la distribution du matériel jugé didactique ou à utiliser en matière d'éducation. Une entente a été conclue avec l'Ontario, dont le montant se chiffre à \$250,000 par année; il s'agit d'un programme à frais partagés visant à encourager l'édition, la publication et l'impression de certains volumes, d'un certain matériel, cela peut être audio-visuel ou autres. Est-ce que ce programme-là existe encore?

M. Rayner: Je ne comprends pas quel . . .

[Translation]

agents, à la façon de rendre leur travail plus productif. La difficulté, c'est qu'avec cette diminution de 209 années-personnes—quelle expression épouvantable—lorsque vous aurez tenu compte du transfert du bureau de l'information pour l'unité canadienne et de la diminution au bureau des traductions, vous n'aurez finalement qu'une diminution de 77 personnes dans un ministère qui, en mars prochain, comptera probablement 3,200 personnes.

Le président: Monsieur Larose.

M. Larose: Je ne m'adresse qu'au secteur de la citoyenneté.

Ce secteur a entrepris une révision de tous les processus, procédures et structures. La priorité a été accordée au processus des subventions qui est très complexe. Nous voulons refondre tout cela dans l'espoir de gagner des années-personnes. Toutefois, cela ne peut pas être fait en une seule journée. Il faut du temps pour étudier ce procédé et voir où sont les difficultés, mais l'étude se poursuit. Nous avons apporté des changements au bureau central afin de pouvoir étudier les changements nécessaires sur le terrain et dans les programmes. L'étude est en cours elle a priorité. Nous espérons de cette façon sauver quelques années-personnes.

Le président: Monsieur Gauthier.

Mr. Gauthier: Thank you, Mr. Chairman. I have three general questions. I believe you could give me the information I need.

There is a federal-provincial program which belongs I believe to the Secretary of State and which enable the provinces to obtain money from the federal funds for the translation of statutes and certain official documents. Is the Secretary of State administering this program? In the affirmative, could we have a list . . .

Mr. Larose: This program is no longer in existence . . .

Mr. Rayner: For next year.

Mr. Larose: . . . for next year.

Mr. Gauthier: The program will cease to exist this year. Do you think we could obtain a report on the program, from the year it was implemented until now, to get an idea of the provinces which have benefitted and used . . .

Mr. Larose: Yes, we can give it to you.

Mr. Gauthier: Was the decision to abolish this program taken because of budgetary constraints?

Mr. Larose: Yes. Treasury Board has abolished the program.

Mr. Gauthier: This is very interesting!

There is another program which is called, I believe, Assistance to Edition, Publication and the distribution of technical learning material, and an agreement with Ontario for an amount of \$250,000 a year. It was a shared cost program to promote edition, publication and printing of certain books, material, audiovisual and others. Does this program still exist?

Mr. Rayner: I do not know which program . . .